L'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy pendant la Première Guerre mondiale

Pierre Charles Labrude

► To cite this version:

Pierre Charles Labrude. L'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy pendant la Première Guerre mondiale. 2020. hal-03051500

HAL Id: hal-03051500

<https://hal.science/hal-03051500>

Submitted on 10 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy pendant la Première Guerre mondiale

Pierre Labrude

professeur honoraire de l'université de Lorraine,
membre associé du centre régional universitaire lorrain d'histoire EA 3945,
membre de l'académie internationale d'histoire de la pharmacie.
(pierre.labrude@orange.fr)

Au moment où la France mobilise, l'Ecole de pharmacie de Nancy est l'une des trois écoles supérieures que compte notre pays dans cet ordre d'enseignement. Compte tenu de son activité et des diplômes dont elle assure la collation, elle a tous les caractères d'une faculté mais elle n'en porte pas le nom. L'une de ses caractéristiques est de ne pas dépendre de la Faculté de médecine. Sa situation la place, depuis son transfèrement à Nancy en 1872, à proximité de la frontière franco-allemande. Elle va, pendant tout le conflit, se trouver très proche du front, ce qui ne l'empêchera pas de fonctionner aussi bien que possible au bénéfice de la Nation.

En dépit de son rang et de son indépendance, c'est pourtant un établissement de modeste importance, avec peu de cadres, une petite vingtaine seulement : quatre professeurs, deux chargés de cours magistraux, un agrégé, trois chargés de cours complémentaires, quatre chefs de travaux pratiques, cinq préparateurs (on emploierait aujourd'hui le mot assistant) et quelques collaborateurs techniques¹. Le nombre des élèves est restreint lui aussi : ils sont vingt-neuf en 1914, alors qu'il y en a à ce moment trente à Nantes et trente-sept à Rennes qui sont des écoles de plein exercice et non des écoles supérieures ou des facultés mixtes². L'Ecole est installée en pleine ville, rue de la Ravinelle, et elle bénéficie d'un immeuble récent, qui a été construit pour elle en deux étapes et qui, en dépit de ses imperfections, lui est propre (figure 1).

Figure 1 : l'école supérieure de pharmacie. Carte postale ancienne, collection P. Labrude.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser en raison de sa proximité de front, l'Ecole va rester ouverte pendant presque toute la durée du conflit. Sa fermeture est liée aux bombardements de la ville en 1918. Elle va assurer toutes ses missions habituelles du temps de paix : l'enseignement, les examens et la collation des grades des élèves en

pharmacie et aussi des élèves herboristes, l'accueil des doctorants et la soutenance des thèses, la recherche scientifique et la rédaction de publications et d'ouvrages, en plus de la participation effective de ses membres à l'effort de guerre par les recherches que certains effectuent en plus de leur activité strictement militaire. La commémoration récente du centenaire de la Grande Guerre aurait pu être l'occasion de s'intéresser aux activités militaires et civiles des écoles et des facultés des différents ordres d'enseignement. Ces activités ne me semblaient pas avoir fait l'objet d'études et de publications d'ensemble jusqu'alors. Des colloques ont eu lieu et des ouvrages ont effectivement été édités sur certains aspects de la collaboration qui a eu lieu entre les universitaires et les industriels, mais je n'ai pas l'impression que ce qui s'est passé dans les facultés et les écoles de médecine et de pharmacie de notre pays pendant les cinquante et un mois du conflit a beaucoup intéressé les chercheurs en histoire et en sciences sociales.

J'envisagerai successivement la mobilisation, l'enseignement, les activités étrangères à l'enseignement et à la guerre au bénéfice de la collectivité civile, la participation de l'école à l'effort de guerre, les bilans scientifique, matériel et humain, enfin, avant de conclure, les suites et les conséquences du conflit sur l'école.

La mobilisation

L'appel et le rappel de ceux qui sont mobilisés prend effet le dimanche 2 août 1914, premier jour de la mobilisation. L'affiche bien connue est placardée dans l'après-midi du samedi 1^{er}. Ceux qui sont mobilisés rejoignent le corps ou la structure auquel ils sont affectés, dans l'armée active pour les plus jeunes, c'est-à-dire les préparateurs et bien sûr les élèves, dans la réserve de l'armée active pour la plupart des cadres, dans l'armée territoriale pour les plus âgés encore en situation de servir : le professeur Favrel et l'agrégé Girardet (figure 2), et enfin dans l'armée auxiliaire pour Hollande qui, en raison de sa santé déficiente, n'a pas fait de service militaire et n'appartient pas à la réserve³.

Figure 2 : Fernand Girardet en uniforme de pharmacien aide-major.
Don de M. François Girardet, petit-fils du professeur, à l'auteur.

Il est important de préciser dès à présent, que, pendant toute la durée du conflit, toutes les affectations pédagogiques de tous les personnels de l'Ecole sont maintenues par le ministre et par le recteur de Nancy Charles Adam. Ceci est valable quelque soit le grade universitaire détenu, et cette mesure concerne donc les étudiants délégués dans les fonctions de préparateurs, et quelque soit l'affectation militaire, à Nancy ou hors de Nancy. Il faut saluer l'action du recteur Adam qui a tout fait pour que l'Université continue à fonctionner aussi bien que possible, y associer celle du préfet Mirman, qui reste en poste à Nancy, où il est nommé le 10 août 1914, jusqu'au 2 décembre 1919, et, bien sûr, dans le cas présent, celle du directeur de l'Ecole, le professeur Bruntz (figure 3), qui occupe cette fonction depuis le décès du professeur Godfrin l'année précédente.

Figure 3 : le professeur Bruntz en pleine gloire.
Représentation humoristique de 1921, collection P. Labrude.

Cette mobilisation de masse ne laisse sur place que peu de personnel : un professeur âgé, Guérin, qui est aussi le pharmacien en chef de l'hôpital civil, l'actuel hôpital central, et qui va y servir jusqu'à son décès brutal survenu le 10 mai 1917 ; un chef de travaux, Roche, qui va diriger le service de stérilisation de l'hôpital auxiliaire n° 101 qui s'installe dans les locaux du lycée, l'actuel lycée Henri-Poincaré ; et enfin Jacquot, membre du personnel technique (mécanicien) et qui fait fonction de préparateur, qui est compétent en radiologie parce qu'il a été le collaborateur du spécialiste nancéen qu'est le professeur adjoint Guilloz⁴, et qui devient le chef du service de radiologie de cet hôpital. Celui-ci a l'avantage d'être proche de l'Ecole.

Heureusement, des affectations locales, en particulier dans les hôpitaux de Nancy pour les professeurs Grélot et Bruntz et pour les chargés de cours Lavialle et Sartory, et dans ceux de Toul (à environ vingt-cinq kilomètres avec une liaison ferroviaire), pour Favrel, Girardet et Vernier, tempèrent cette situation. Le commandement sait autoriser des arrangements comme celui d'assurer les cours et les travaux pratiques pendant les moments de loisir, et ceci permet la poursuite des enseignements, dans des conditions cependant difficiles, à des élèves mobilisés et dans des situations diverses. Comme on le

pense, presque tous les élèves sont partis aux armées. En effet, ceux de 1^e classe ont plus de vingt-et-un ans puisqu'ils sont titulaires du baccalauréat et qu'ils ont fait trois années de stage. Ils sont souvent affectés dans le Service de santé en qualité d'infirmiers ou de brancardiers, mais certains sont dans les armes, principalement dans l'infanterie qui compte initialement le plus grand nombre de formations et de combattants.

L'enseignement

La documentation disponible montre que, pendant les cinq années que dure la guerre, puisque l'année universitaire 1918-1919 est théoriquement commencée au moment de l'Armistice et que la plupart des élèves mobilisés ne sont rendus à la vie civile que dans le courant de l'année 1919, les enseignements prévus par les programmes ont presque tous été assurés⁵. Les quelques manques sont dus à une impossibilité pour le recteur et le directeur à disposer sur place d'une personne susceptible d'assurer le service. C'est ainsi que des difficultés sont rencontrées en parasitologie, discipline pour laquelle le chargé de cours, Hollande, est affecté à Chambéry, ville dont il est originaire ; pour les travaux pratiques de cette discipline et pour ceux de bactériologie, Vernier et Sartory étant mobilisés hors de Nancy (Vernier est à Toul comme on l'a vu plus haut), et enfin pour les herborisations, Lavialle étant mobilisé puis affecté en 1919 à la nouvelle école supérieure de pharmacie de Strasbourg. Cela ne représente cependant que relativement peu de disciplines, mais c'est regrettable pour la bactériologie, qui prend une grande importance et qui va bénéficier de la création d'une chaire à l'issue de la fin des hostilités.

Un tel résultat est obtenu grâce au dévouement des titulaires de ces charges d'enseignement en temps de paix lorsqu'ils sont affectés à proximité, comme Vernier, grâce aussi aux autres enseignants de l'Ecole qui acceptent d'assurer des enseignements dans des disciplines qui ne sont pas les leurs, comme Lavialle qui consent à enseigner la chimie organique ou Girardet la pharmacie chimique ou la pharmacie galénique... L'Ecole a enfin recours à des personnes venues à Nancy dans le cadre de leur affectation militaire. C'est le cas de Marguery⁶, professeur à l'Ecole de médecine et de pharmacie de Nantes, qui enseigne l'hydrologie au cours de l'année 1916-1917. C'est également le cas de Lasseur, engagé volontaire affecté au laboratoire de bactériologie de l'hôpital militaire Sédillot, où il rencontre Bruntz et Sartory. Il devient leur collaborateur, et se passionne pour la discipline, ceci avec une telle compétence qu'il lui est demandé d'assurer l'enseignement de bactériologie et d'hygiène en 1916-1917 et 1917-1918. Après le conflit, Lasseur suivra le cursus des études pharmaceutiques et obtiendra le diplôme de pharmacien, et il deviendra peu après professeur de microbiologie⁷ à l'Ecole devenue faculté en 1920 ! Enfin, au cours de ces mêmes années, Roche n'ayant pas été reconduit dans ses fonctions de chef de travaux, l'Ecole a recours aux services de Férée, chef de travaux de chimie à la Faculté des sciences⁸ pour assurer les travaux pratiques où la compétence dans ce domaine est nécessaire, ceux de chimie et d'analyse chimique, mais aussi ceux de toxicologie, de chimie biologique, et même ceux de pharmacie galénique⁹.

Le bilan pédagogique total de l'Ecole s'établit à 164 élèves et 229 inscriptions, 204 examens, plus de 60 diplômes de pharmaciens décernés (64 de 1915 à 1919 inclus selon l'annuaire des anciens élèves paru en 1972) et 13 thèses de doctorat d'université soutenues. Sept diplômes d'herboriste sont également décernés : deux en 1914-1915,

trois l'année suivante et deux en 1916-1917. Trois d'entre eux concernent des élèves féminins : mademoiselle Charbonnier et mesdames Compagnon et Payelle. Deux étudiantes obtiennent le diplôme de pharmacien en 1919¹⁰.

Une autre activité d'enseignement concerne la mycologie avec le cours public et les expositions qui sont organisées dans le cadre de la Société lorraine de mycologie¹¹. Celle-ci a été fondée en 1911 par le directeur de l'Ecole, le professeur Godfrin. L'enseignement a été repris par Sartory mais, pendant la guerre, il ne peut s'y consacrer chaque année puisqu'après une affectation à Nancy, il est muté à Paris. De ce fait, le cours est suspendu pendant l'année scolaire 1915-1916. Néanmoins, comme la guerre et les restrictions des approvisionnements conduisent la population à rechercher d'autres sources alimentaires, et que les champignons sont responsables d'intoxications et de fréquents décès, l'Ecole est amenée à organiser une exposition de champignons le 1^{er} octobre 1916. Deux mille personnes la visitent et deux cents espèces y sont identifiées. Cette manifestation est alors reconduite chaque année¹². En janvier 1916, Sartory reçoit le prix Perron de l'Académie de médecine pour ses travaux sur les champignons vénéneux et ses essais de traitement des intoxications. Au cours du conflit, il réussit par ailleurs à rédiger plusieurs monographies sur les champignons et sur la mycologie parasitaire¹³.

La collecte des plantes médicinales, qui connaît aussi un important développement, pose des problèmes qui peuvent être similaires à la récolte des champignons. Aussi un comité central est-il créé par des décrets d'avril 1918. Cette instance décide de faire constituer des comités régionaux. Le comité lorrain est présidé à partir du 6 juillet par le professeur Bruntz dont c'est la spécialité universitaire, avec l'aide d'un herboriste nancéen bien connu, Leblanc. Ils organisent des excursions botaniques aux environs de Nancy avec les enfants des écoles et les orphelins. Plus de trois cent kilogrammes de plantes sont ainsi récoltés au cours de cette année¹⁴.

La promotion de pharmaciens reçue en 1913 avait été importante avec dix-huit diplômés, et celle de 1914 en compte neuf. Chacune des années de la guerre comporte des diplômés¹⁵, même si deux d'entre elles n'en présentent que peu : trois diplômés seulement en 1915, vingt-quatre en 1916 (peut-être une sorte de rattrapage avec des élèves qui auraient dû terminer en 1915), quinze en 1917, puis quatre en 1918 et dix-huit en 1919 car certains élèves mobilisés, pourtant en fin d'études, ne sont pas disponibles plus tôt, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour faciliter la poursuite et la reprise des études et l'organisation des sessions d'examens.

Les activités étrangères à l'enseignement et à la guerre

En période "normale", une Ecole de pharmacie a d'autres missions que celles liées à l'enseignement et à la recherche. Elle doit en effet organiser, sous l'autorité du préfet du département où elle siège et pour les départements qui lui sont rattachés (ici les trois départements lorrains de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, et celui de la Haute-Marne qui est pourtant champenois), l'inspection annuelle des pharmacies, des dépôts de médicaments des médecins et des vétérinaires, et celle des fabriques et des dépôts d'eaux minérales. Les professeurs et les personnels enseignants permanents, c'est-à-dire les chefs de travaux, s'y emploient sous l'autorité du directeur, chacun d'entre eux étant chargé de l'inspection pour un arrondissement, quelquefois pour deux.

Le conflit conduit bien sûr à un accroissement des charges de ceux qui sont sur place et qui s'y emploient en plus de leurs autres activités¹⁶.

L'Ecole a aussi le droit d'exercer des activités d'analyse à titre officiel en signant des contrats avec des entreprises. C'est ainsi qu'au cours de la guerre, elle tente de continuer à réaliser les analyses des eaux thermales de Nancy au profit de la société Nancy Thermal avec laquelle elle a signé deux contrats le 29 avril 1914, l'un relatif à la surveillance de la source du parc Sainte-Marie et l'autre à la réalisation des analyses chimiques et biologiques de l'établissement thermal¹⁷. Il est cependant peu probable que ces analyses aient lieu car elles devaient être effectuées par les élèves, et ceux-ci sont presque tous mobilisés. L'administration fait aussi appel à l'Ecole pour le contrôle des denrées alimentaires et la répression des fraudes, le personnel du service compétent étant très réduit par suite de la mobilisation de nombre de ses membres. En 1917, Gillot, préparateur à l'Ecole et pharmacien aide-major de 2^e classe (sous-lieutenant), est désigné par le préfet pour exercer la fonction d'agent de prélèvement dans le département de Meurthe-et-Moselle¹⁸.

La participation à l'effort de guerre

Elle se traduit d'abord par la mise à disposition de l'Armée, des locaux et des laboratoires de l'Ecole. Le plus emblématique, dans un premier temps, est le laboratoire d'enseignement de pharmacie industrielle¹⁹, bien équipé et alors unique en France, qui sert immédiatement à préparer des médicaments au profit du Service de santé militaire. Ce laboratoire avait été créé plusieurs années avant le conflit par le professeur Favrel et l'agrégé Girardet, aidés du professeur Grélot. Une photographie montre Girardet en uniforme dans ce laboratoire et une autre dans son propre laboratoire (figure 4).

Figure 4 : Girardet en uniforme et l'un de ses collaborateurs (serait-ce son préparateur Jalot ?) également en uniforme dans le laboratoire de toxicologie.

Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy.

L'Ecole est aussi amenée à mettre ses autoclaves à la disposition du service de stérilisation de l'hôpital auxiliaire installé dans le lycée et, compte tenu de la place prise par cet établissement dans les locaux scolaires, elle prête pendant toute la durée de la guerre, un amphithéâtre et une salle de travaux pratiques pour accueillir deux classes de lycéens²⁰. Par ailleurs, plusieurs services des armées s'installent dans l'Ecole avec

souvent à leur tête des professeurs mobilisés. C'est ainsi qu'elle abrite simultanément ou successivement le laboratoire régional de bactériologie (de la XX^e région militaire) en mars 1916, dirigé par le directeur Bruntz ; le laboratoire de chimie et de répression des fraudes du professeur Favrel au cours du même mois ; le service pharmaceutique de la Place en août 1916 ; l'annexe du centre médico-légal que dirige le pharmacien-major Varenne, un de ses anciens élèves, de mai à décembre 1917 ; enfin le service des examens du contrôle postal, c'est-à-dire de l'examen des propos que contiennent les lettres et de la censure (professeur Favrel, figure 5) en 1918.

Figure 5 : le professeur Favrel en uniforme dans son laboratoire de l'école, utilisé pour le contrôle postal. Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy.

Enfin l'Ecole accueille à deux reprises un centre d'instruction d'élèves en pharmacie candidats au grade de pharmacien auxiliaire. Ce grade a été recréé à destination des pharmaciens le 30 septembre 1915²¹, il équivaut à celui d'adjudant et existe aussi pour les médecins. Il est destiné aux élèves qui ne sont donc pas diplômés et qui de ce fait ne peuvent pas accéder au grade d'aide-major de 2^e classe (sous-lieutenant). Son but est de pouvoir utiliser leurs compétences pharmaceutiques et chimiques, voire médicales puisque certains d'entre eux, comme l'élève Henri Cordebard²², sont en effet nommés "faisant fonction de médecin auxiliaire"²³, et de les employer plus rationnellement et plus fructueusement que comme brancardiers ou infirmiers.

Un premier stage, d'une durée de trois mois (du 5 septembre au 30 novembre), a lieu dans les locaux de l'Ecole en 1917 au profit de vingt élèves issus de différentes facultés et écoles (figure 6). L'examen d'aptitude a lieu à Paris et presque tous les candidats sont reçus. Un second stage, avec soixante-quatre élèves, débute le 25 mars 1918. Il est malheureusement interrompu une semaine après son commencement, par suite du déclenchement de l'offensive allemande du printemps 1918²⁴.

Figure 6 : les élèves candidats au grade de pharmacien auxiliaire réunis avec les professeurs autour du directeur Bruntz dans le jardin de l'Ecole à l'automne 1917.

Bruntz est au centre au premier rang, les bras croisés.

Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy.

Pour leur part, les membres du personnel enseignant reçoivent aussi, selon leur rang et leur ancienneté, un grade s'échelonnant d'aide-major de 2^e classe à major de 1^e classe (commandant). Il s'agit d'abord de promotions liées à leur ancienneté, souvent importante, dans le grade d'aide-major de 1^e classe, et qui les promeuvent majors de 2^e classe (capitaine). C'est ensuite une circulaire du 7 mai 1915 qui ouvre des promotions à tout un ensemble de diplômés de l'enseignement supérieur²⁵, c'est aussi un important texte réglementaire issu, le 31 décembre 1915, du sous-secrétariat d'Etat du Service de santé militaire et paru au *Journal officiel* du 4 janvier 1916, qui prévoit la possibilité d'une promotion d'emblée à l'une des deux classes du grade de major pour les universitaires et les hospitaliers médecins et pharmaciens pourvus du certificat de capacité au grade d'aide-major et titulaires par ailleurs de rangs et d'anciennetés importants²⁶. Ces promotions sont appréciées ; elles apparaissent normales mais il est regrettable que très peu de ces officiers aient été ensuite promus principaux de 2^e classe (lieutenant-colonel) ce que leurs titres et leurs responsabilités justifiaient, en particulier pour ceux qui, comme Grélot et Girardet, ont été nommés adjoints aux directeurs du Service de santé dans des régions militaires.

Plusieurs des professeurs, agrégés et chargés de cours mettent leur compétence au service de la défense contre l'arme chimique ennemie par la mise au point d'appareils de protection ou par la préparation et l'étude des propriétés de nouveaux toxiques, en oeuvrant dans les laboratoires de toxicologie divisionnaires comme Favrel et Girardet, les services parisiens comme la Commission pour l'étude de la thérapeutique des intoxications par les gaz (Sartory par exemple), ou les services parisiens de l'Inspection des études et expériences chimiques (Douris, Damiens), les centres médico-légaux, comme Varenne dans celui de Nancy. De plus, plusieurs cadres et élèves se livrent à des recherches personnelles dans ce domaine. On peut citer ici la proposition par Favrel et Lavialle d'un masque plus actif contre la chloropicrine que le masque M2 qui a été adopté et généralisé, la recherche par le jeune diplômé Royer d'un autre modèle de masque, et les études de toxicité effectuées par l'infirmier puis "pharmacien-médecin"

auxiliaire Cordebard (figure 7) sur le front dans le département de la Meuse, où il sert à la 66^e division d'infanterie²⁷.

Figure 7 : l'élève et pharmacien auxiliaire Cordebard (à droite) et son chef, le pharmacien aide-major Pénau, dans le laboratoire de toxicologie de la 66^e division d'infanterie, dans la Meuse. Archives de la famille Cordebard confiées à l'auteur.

Girardet, d'abord affecté à Toul, est ensuite nommé à la 73^e division d'infanterie (général Lebocq), qui stationne à Bois-le-Prêtre près de Pont-à-Mousson, où il sert en qualité de chef du laboratoire de toxicologie. Il est aussi chargé de la protection de la population de Pont. En effet, la ville est susceptible d'être exposée aux toxiques allemands en cas de bombardement. Il reçoit donc la mission de mettre en place la défense de la cité et de ses habitants, et c'est lui qui rédige l'affiche qui est signée du commandant de la Place et qui précise les mesures à prendre en cas d'attaque chimique²⁸ (figure 8).

Figure 8 : l'affiche relative à la protection de la population de Pont-à-Mousson, qui a été rédigée par Girardet dans le cadre de son activité de toxicologue.

Le bilan scientifique

Au terme de la guerre, l'activité de l'Ecole peut se mesurer de plusieurs manières. L'une d'entre elles est l'établissement de son bilan scientifique. Celui-ci se définit en nombre de publications, de conférences, de rapports, d'ouvrages et de soutenances de thèses. La guerre est en effet l'occasion pour les professeurs, pour les jeunes diplômés et pour les élèves de mettre en forme des observations effectuées dans le cadre de leurs affectations militaires et de leurs missions. Les membres du personnel enseignant rédigent, spontanément ou à la demande du commandement, des rapports qui sont destinés aux autorités, et ils publient des notes comme ils le faisaient auparavant. Pour leur part, les jeunes diplômés préparent assez aisément une thèse de doctorat d'université. La situation est plus difficile pour les élèves en cours de scolarité qui sont surtout attentifs à la poursuite et à la conclusion de leurs études, et qui écrivent plutôt des publications. Envisageons successivement les différents types de travaux réalisés et publiés.

Plusieurs thèmes de recherches²⁹ sont abordés par les cadres de l'Ecole, soit à Nancy, soit sur le front, soit dans la "zone de l'Intérieur". Le premier de ces thèmes est la mise au point de méthodes de détection des simulations de maladies ou de symptômes employés par les soldats en vue d'obtenir un éloignement des zones de combat par une hospitalisation, et même une réforme temporaire, voire définitive. Diverses simulations sont réalisables aisément : la création d'une albuminurie signant une lésion rénale par l'injection intra-vésicale d'ovalbumine ; la création d'un pseudo-ictère signifiant une jaunisse par l'ingestion d'acide picrique, produit qui se trouve assez aisément car il est utilisé dans le traitement des brûlures ; la création d'une tachycardie temporaire par l'ingestion d'une quantité importante de café ou de thé fort, voire de caféine, peu de temps avant l'examen clinique d'une visite médicale de routine ou sollicitée à dessein ; la formation d'abcès cutanés "artificiels" par l'injection sous-cutanée de pétrole ou d'essence de térébenthine. Hollande consacre un nombre important de notes à ces différentes simulations, principalement lorsqu'il est affecté à Chambéry³⁰ cependant que le professeur Grélot s'intéresse particulièrement au problème posé par la détection de l'acide picrique. L'intense activité de Hollande (figure 9) pendant tout le conflit conduit l'Ecole à le retenir à l'issue de celui-ci, au moment où il est nommé chargé de cours à la nouvelle école supérieure de pharmacie de Strasbourg, et à lui confier la chaire d'histoire naturelle, rendue vacante par le départ du professeur Lavialle pour l'Alsace. En effet, si Sartory et Lavialle acceptent de partir pour Strasbourg en 1919, à moins qu'ils ne l'aient souhaité ou sollicité, ce que nous ignorons, Hollande donne rapidement sa démission pour revenir à Nancy. La charge de cours qui lui est confiée à la nouvelle Ecole supérieure de pharmacie fait partiellement double emploi avec celle de ses deux collègues. A Nancy, la situation est un peu similaire car le départ de ces trois personnes prive totalement l'école de la capacité de dispenser certains enseignements indispensables comme l'histoire naturelle avec tout ce qu'elle englobe (botanique, zoologie, ou encore parasitologie) ou qui sont devenus fondamentaux, comme la microbiologie. Or Hollande a la capacité de contribuer efficacement à plusieurs de ces enseignements. Il est donc très satisfaisant pour l'école qu'il veuille rester à Nancy.

Figure 9 : Hollande en toge peu après sa nomination à la chaire d'histoire naturelle de l'école nancéienne. Collection P. Labrude.

Les épidémies³¹ constituent le second grand sujet de préoccupation du commandement et du Service de santé, tant au début qu'à la fin du conflit. Une épidémie de fièvres typhoïde et paratyphoïdes éclate dans la Woëvre³² dès le début de la campagne et elle n'est pas éradiquée avant l'automne 1915³³. Cette situation est en partie due au fait que la vaccination, bien qu'obligatoire depuis le 28 mars 1914 avec la loi Labbé, n'a pas été réalisée de manière systématique pour tout un ensemble de raisons. Il faut compter aussi avec la tuberculose, la rougeole, la variole, le tétanos dont les cas sont dus à la contamination tellurique des plaies de guerre, puis, à la fin du conflit, avec la grande et catastrophique épidémie de grippe à la fin de 1918.

Au début de la guerre, Sartory et ses collaborateurs, en particulier Lasseur, Jouffroy et Daguin, en étroite association avec Spillmann, agrégé libre de la Faculté de médecine, consacrent une part importante de leur activité à la typhoïde, aux états typhoïdiques et à la diphtérie. Plusieurs publications et thèses sont issues de ces travaux, ainsi que des discussions, quelquefois âpres, avec des collègues d'avis différents, au cours des discussions qui ont lieu pendant les séances hebdomadaires tenues à l'hôpital civil par la Société de médecine de Nancy³⁴. La question de la qualité de l'eau de boisson des combattants, et celle des maladies infectieuses contractées par les soldats soit en opération, soit dans les autres circonstances de leur vie, se rattachent à cette problématique, et plusieurs thèses sont consacrées à ces différents sujets. Il en sera question plus loin.

La question du "pied de tranchée"³⁵ et celle de la bactériologie des plaies de guerre sont proches du sujet précédent. Le pied de tranchée ou froidure du pied ou pied de stase sévit beaucoup dans les troupes françaises, et son origine, qui est attribuée à de nombreuses causes, est toujours mal comprise, même actuellement. Proche d'une gelure et de ce qui s'appelle "syndrome du pied immergé", sa conséquence est une inaptitude temporaire et qui peut devenir définitive en cas de perte d'orteil(s), spontanée ou par suite de la nécessité d'une amputation. Sartory, bactériologiste, travaille sur les maladies cryptogamiques qui atteignent les pieds des "Poilus" pendant que Bruntz se pose la

question de l'origine alimentaire de cette affection. Avec Spillmann, déjà cité, il étudie les effets d'une avitaminose B sur l'apparition du pied de tranchée et, ensemble, ils recommandent d'améliorer les conditions d'alimentation des soldats, chose difficile sur les lignes de contact et dans les tranchées, en accroissant la ration d'aliments frais et crus...³⁶.

Pour leur part, les plaies de guerre sont très fréquemment contaminées par des germes d'origines variées et principalement telluriques. Sartory s'intéresse à cette question et publie en 1917 un petit ouvrage sur ce sujet (figure 10). Plusieurs de ses notes aux journaux scientifiques et médicaux y sont également consacrées, ainsi que la thèse de l'élève Sari, soutenue en 1919 et dévolue à l'emploi des chloramines et du liquide de Dakin dans cette indication. L'emploi de la solution de Dakin dans le traitement des plaies de guerre par irrigation continue ou intermittente est extrêmement célèbre grâce aux travaux du chimiste britannique Henry Drysdale Dakin et du médecin français Alexis Carrel à l'hôpital temporaire n°21 de Compiègne³⁷.

Figure 10 : l'ouvrage du professeur Sartory sur le traitement des plaies de guerre.
Photographie P. Labrude.

Plusieurs études sur la défense contre l'arme chimique sont menées au sein de l'Ecole³⁸. La première porte sur les effets histologiques des produits lacrymogènes employés au début de la guerre, avant avril 1915, qui est le mois du déclenchement de la véritable guerre chimique par les Allemands avec l'emploi du chlore à Langemark, en Flandre, au

cours de la seconde bataille d'Ypres, le 22 avril. L'étude est réalisée par Bruntz associé à un agrégé de la Faculté de médecine, Busquet, qui est chargé de cours à l'Ecole, et elle est le sujet d'un rapport envoyé au commandement. Ultérieurement, des travaux sont menés par le professeur Favrel et le chargé de cours Lavialle. Elles portent, comme déjà indiqué, sur la mise au point d'un masque plus efficace que le masque M2 contre la chloropicrine, mais que le commandement refuse, sans doute pour ne pas multiplier le nombre des modèles, ce qui engendrerait des contraintes de maintenance. De son côté, Lavialle aidé de Varenne, améliore une méthode de dosage des cyanures. Enfin Chamagne se consacre à l'extraction du brome des eaux des mers et des salines. Le procédé qu'il met au point est classé "secret" par le ministère chargé des fabrications de guerre, si bien que la thèse qu'il présente sur ce sujet n'est soutenue qu'en juillet 1920 !

Enfin, d'autres travaux sont issus des préoccupations et des constatations faites au cours du conflit, sans qu'ils soient directement liés à des sujets militaires. C'est le cas de nombreuses techniques de biologie clinique, qui sont mises au point ou seulement améliorées, et qui permettent d'effectuer le diagnostic des pathologies et de suivre l'évolution de l'état des malades et des blessés. Ces réalisations sont surtout le fait de Hollande et de Sartory. La lecture de l'exposé de titres et travaux qu'ils rédigent l'un et l'autre en vue d'accéder au professorat est parfaitement convaincante.

Aussi, au moment de l'Armistice, et plus encore quelques mois plus tard, certaines publications étant parues entre-temps, le bilan scientifique de l'Ecole apparaît-il particulièrement riche compte tenu du faible nombre d'auteurs considéré et des conditions difficiles dues au conflit. Plus de cent publications scientifiques ont été publiées. Le nombre le plus important appartient à Sartory avec cinquante-cinq notes, ouvrages et articles de revue dans les domaines de la bactériologie, de la cryptogamie et de la mycologie³⁹. Après lui "vient" Hollande, dont le palmarès s'établit à trente-cinq notes, principalement dévolues à la question des simulations et aux méthodes de la biologie clinique⁴⁰. Les autres personnels de l'Ecole, y compris des préparateurs, sont aussi des auteurs, mais ils n'ont à leur actif qu'un nombre restreint de notes, voire une seule, comme le préparateur délégué Cordebard. Mais rien ne doit être négligé et tous les travaux soulignent le dévouement manifesté par les uns et les autres.

Il faut aussi rappeler l'ouvrage rédigé par Sartory sur les plaies (figure 11) et ceux relatifs aux champignons, les rapports rédigés spontanément ou à la demande du commandement, et qui, non publiés et jamais étudiés à ma connaissance, ne sont pas connus. Sont-ils conservés au Service historique de la Défense ou dans les Archives du Service de santé au Val-de-Grâce, et sous quel intitulé ? Le récent centenaire de la Grande Guerre aurait pu être l'occasion de les sortir de l'oubli.

Vingt-et-une thèse de doctorat d'Université en pharmacie sont soutenues pendant le conflit et l'année 1919. Parmi elles, onze sont consacrées à des sujets intéressant la guerre et la défense nationale. Quelques sujets méritent d'être cités avec les noms de leurs auteurs : Organisation et fonctionnement du service pharmaceutique de l'Armée (Varenne), Etude bactériologique des eaux d'un secteur lorrain en 1914-1915 (Daguin, figure 11), Contribution à l'étude bactériologique des affections typhoïdes et paratyphoïdes au cours de la campagne 1914-1915 (Jouffroy), Les chloramines et le liquide de Dakin dans le traitement des plaies de guerre, un sujet extrêmement important à ce moment comme nous l'avons vu plus haut (Sari, figure 12), Contribution

à l'étude d'une nouvelle méthode de préparation du brome par traitement de l'eau des mers ou des eaux minérales de faible concentration en brome (Chamagne).

Figure 11 : la page de titre de la thèse d'Arthur Daguin. Photographie P. Labrude.

Figure 12 : la page de titre de la thèse de Mathieu Sari. Photographie P. Labrude.

Le conflit est aussi l'occasion pour l'Ecole d'entamer une collaboration scientifique avec la Faculté de médecine, collaboration qui ne s'était pas produite auparavant et qui, il faut sans doute le regretter, ne se poursuivra pas longtemps après. Les thèmes sont cités plus haut : la typhoïde et les fièvres qui s'y rattachent, par Sartory, Spillmann et Lasseur ; les gaz lacrymogènes par Bruntz et Busquet ; et l'étiologie du pied de tranchée par Bruntz et Spillmann. Ceci ne représente cependant qu'un nombre restreint d'auteurs dont plusieurs sont concernés par deux sujets.

Le bilan matériel

L'Ecole est victime d'un bombardement le 12 février 1918 en début de soirée, et plusieurs de ses locaux subissent d'importants dégâts⁴¹ (figures 13 et 14). La bombe est tombée sur les locaux séparant la cour du passage "de Haldat". La photographie montre l'impact à droite. Bien évidemment, des destructions extérieures et intérieures en sont la conséquence. Les vitres n'ont pas résisté, des fenêtres se sont ouvertes et les locaux ont subi d'importantes dégradations. Les conséquences auraient pu être plus dramatiques si personne ne s'était trouvé dans l'école au moment du bombardement. En effet, un départ d'incendie est combattu avec succès par le pharmacien aide-major Jouffroy⁴², de garde au laboratoire militaire de bactériologie qui est installé dans les locaux. L'école ne peut pas fonctionner dans ses locaux ravagés. Heureusement, les réparations minimales sont réalisées en quelques jours, grâce à l'aide efficace apportée par le Service de santé militaire et en raison d'une part de l'existence de plusieurs laboratoires militaires dans ses locaux, et d'autre part de l'organisation prochaine à l'école d'une session de préparation de jeunes élèves à l'examen d'aptitude au grade de pharmacien auxiliaire, si bien que les différentes activités peuvent reprendre rapidement.

Figure 13 : l'impact de la bombe sur le passage jouxtant l'Ecole de pharmacie. Le directeur (en blouse) et les officiels constatant les dégâts.
Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy.

Figure 14 : les dégâts causés par la bombe dans les collections d'histoire naturelle et le droguier de l'Ecole. Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy.

Toutefois ces bombardements la ville, qui font croire à une attaque allemande imminente sur la ville, conduisent le gouvernement à prononcer l'évacuation de la population et la fermeture de l'Université. L'Ecole obtient un sursis en vue de procéder à une session d'examens, et la fermeture n'est pas totale à cause du fonctionnement des laboratoires militaires. Elle reste néanmoins officiellement fermée pendant tout le semestre et elle ne ré-ouvre pas au moment de la rentrée, début novembre 1918, en raison du manque de personnels enseignants, ce qui entraîne le départ d'étudiants vers d'autres villes universitaires moins exposées. Un autre bombardement frappe les bâtiments universitaires, cette fois rue de Serre, le 31 octobre 1918, et l'Ecole en est indirectement la victime.

L'Armistice étant intervenu et la question des réparations définitives se posant, le bilan est considéré comme lourd. Aux destructions directes intervenues le 12 février 1918 s'ajoutent les dégâts indirects, comme des bris de vitres, dus au bombardement du 31 octobre, qui a touché des bâtiments situés sur la rue de Serre. La mise en place des réparations est compliquée par le fait que le bâtiment a plusieurs propriétaires et qu'il faut évaluer la part de chacun dans les destructions puis dans les dommages de guerre... Il faut aussi envisager la récupération, la réparation et la réinstallation du matériel ou son rachat ainsi que la remise en état des locaux d'enseignement et de recherche qui ont subi, comme on s'en doute, des réaménagements et certainement aussi des dégradations à l'occasion de leur usage comme laboratoires militaires pendant un temps assez prolongé.

Le bilan humain

Il apparaît aujourd'hui très difficile d'indiquer de manière définitive le nombre des victimes qu'à la fin de 1918 l'Ecole déplore parmi ses élèves en cours de scolarité et parmi ses anciens élèves. En effet, les chiffres diffèrent selon les sources. Le compte rendu de la première séance de l'assemblée de l'Ecole, qui se tient le 26 février 1919, indique sept tués à l'ennemi et treize blessés⁴³. Un peu plus tard, en 1920, le *Livre d'Or* allonge ces listes à huit élèves tués et dix-sept blessés⁴⁴. Pour sa part, le *Bulletin de l'Association des anciens étudiants*, qui contient le compte rendu de l'assemblée générale du 13 juin 1920, présente une importante liste de confrères décédés au cours de la

guerre⁴⁵. Parmi ceux-ci, s'il en est de nombreux qui sont morts de maladies ou d'autres causes connues, il en est plusieurs pour qui, assurément et compte tenu de ce qu'indiquent les notices nécrologiques⁴⁶, le décès est une conséquence directe de blessures ou de lésions dues à la guerre, si bien que deux, voire trois noms peuvent être ajoutés dans les listes précédentes. J'ai par ailleurs trouvé un autre élève en pharmacie, qui était en même temps répétiteur à l'Ecole professionnelle de l'Est et qui a été tué dans les rangs du 149^e régiment d'infanterie le 25 août 1914 à Nossoncourt dans le département des Vosges, mais qui ne figure sur aucune des listes précédentes... Parmi les décès, l'Ecole compte aussi la disparition brutale du professeur Guérin, qui est, comme nous l'avons vu au début de ce texte, le pharmacien en chef des Hospices en même temps que le titulaire de la chaire d'analyse chimique et toxicologie, et celle d'un proche de l'Ecole, le professeur adjoint de la Faculté de médecine Théodore Guilloz.

A la suite du nom des étudiants morts pour la Patrie, et de celui des blessés, le *Livre d'Or* mentionne que cinquante-deux étudiants ont reçu des citations et donc la Croix de guerre, certains étant nommés plusieurs fois, comme Besancenot qui est cité le 30 juin 1917, le 27 novembre 1917 et le 26 septembre 1918 pour son activité au Groupe de brancardiers divisionnaire n°66. Deux anciens élèves de l'Ecole ont reçu la Légion d'honneur et trois la Médaille militaire. Trois professeurs ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur : Favrel, Grélot et Sartory qui s'est grandement distingué dans l'enseignement et dans son activité militaire, d'abord en bactériologie à Nancy, puis dans des travaux sur le traitement des intoxications par l'arme chimique au sein des structures installées à Paris. Le *Livre d'or* mentionne enfin les noms des personnes qui, attachées à l'Ecole, ont reçu la Médaille des épidémies, et qui ont été décorées d'ordres étrangers. A défaut de les citer individuellement, ce rappel constitue cependant un hommage à leur dévouement.

Quelles sont les affectations ayant justifié les citations des élèves en cours de scolarité ou récemment diplômés ? Au moment de ces distinctions, six étaient infirmiers ou brancardiers, vingt-trois pharmaciens auxiliaires et neuf aide-majors. Deux, à la fois pharmaciens et médecins, étaient médecins aide-majors. Cette préférence est justifiée par le fait que les besoins en médecins sont très importants. D'ailleurs et comme nous l'avons vu, certains pharmaciens font fonction de médecins ! Huit élèves ont servi dans l'infanterie dont trois comme officiers et un comme sous-officier. Pour quelles activités ont-ils été cités ? La relève des blessés concerne la majorité des citations : trente-deux. Le service dans les groupes de brancardiers divisionnaires, qui ne comporte pas que la relève des blessés mais aussi le service des laboratoires qui leur est rattaché, constitue la seconde raison des citations avec dix cas, et le combat en justifie cinq, ce qui est logique compte tenu du faible nombre de fantassins parmi les élèves. En effet, en 1915, tous les élèves en pharmacie affectés dans les armes en ont été sortis pour être nommés dans le Service de santé.

Une plaque commémorative dédiée aux "Anciens étudiants et étudiants morts pour la Patrie" est apposée dans les locaux de l'Ecole le 6 septembre 1919. Présente dans la hall de la Faculté, rue Albert-Lebrun, jusqu'au déménagement de celle-ci vers le campus santé de Brabois à Vandoeuvre-les-Nancy en 2018, elle comporte treize noms de victimes militaires et civiles. L'examen attentif de ces noms montre que malheureusement plusieurs erreurs ont été introduites dans la liste par celui qui l'a constituée. En effet, la comparaison de la plaque et des listes que j'ai citées plus haut

montre des différences. Au moins un nom n'a pas à y figurer cependant que plusieurs noms n'y sont pas présents alors qu'à mon avis, ils devraient s'y trouver ! S'il est sûr que ces listes de personnes décédées ont été difficiles à établir, il est certain aussi que, sur le moment, les familles qui n'ont pas vu les noms de leurs disparus ont douloureusement ressenti cette erreur, cet oubli ou cette absence ! C'est peut-être la mention "étudiants et anciens étudiants" qui a empêché l'inscription de certains noms. En effet, si cette plaque a été commandée et financée par l'Association des anciens élèves, il est normal que l'inscription ait été réservée à ses membres. Ce n'est donc pas un monument aux morts de l'Ecole, ce qui aurait peut-être été préférable car un nombre plus important de noms aurait pu s'y trouver.

Ce bilan comporte aussi tous les changements intervenus pendant et à l'issue du conflit dans le personnel enseignant de l'Ecole qui devient faculté en 1920. Les plus notables doivent être signalés. Au cours du conflit, les chargés de cours magistraux Laviaille et Sartory sont nommés professeurs titulaires dans les deux chaires qu'ils occupaient à titre précaire depuis plusieurs années. Ils vont tous les deux continuer leur brillante carrière à Strasbourg en 1919 au moment de la reconstitution de l'Université alsacienne. Ceci est particulièrement vrai pour Sartory⁴⁷. Il faut aussi mentionner le départ de Girardet, agrégé libre et chef de travaux. Arrivé au terme de ses années d'agrégation peu avant le conflit, il ne souhaite pas redevenir "simple" chef de travaux après celui-ci. Ce départ prive l'Ecole d'un ardent promoteur de l'enseignement de la pharmacie industrielle, et d'une personnalité dynamique et compétente, dont l'activité militaire a été remarquable, et qui méritait de devenir professeur. Il est remplacé par le tout jeune diplômé Cordebar, qui faisait fonction de préparateur au moment de la mobilisation de 1914 et que ses activités sur le front meusien puis dans les hôpitaux ont bien préparé à sa tâche⁴⁸.

L'Ecole est heureuse et fière d'avoir compté, au cours de ces années, un total de cent soixante-quatre élèves, qui ont pris deux cent vingt-neuf inscriptions trimestrielles, subi deux cent quatre examens et obtenu soixante-quatorze diplômes (*sic*)⁴⁹, ce qui a aussi rapporté 81000 francs à l'Etat et 30000 à l'université, une somme conséquente, mais qui n'est rien face aux coûts de la guerre...

Les suites et les conséquences de la guerre. Conclusion

L'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy peut être légitimement fière de son activité pendant ces années de guerre. A son issue, c'est grâce à son directeur que des négociations sont engagées en vue de la transformation des écoles supérieures en facultés, et il est sûr que le professeur Bruntz⁵⁰, qui pensait à cela depuis des années, a évoqué le bilan très positif de l'Ecole qu'il avait si bien dirigée pendant ces cinquante-deux mois, à proximité du front et sous les bombardements. Cette érection au rang de faculté est obtenue le 14 mai 1920. Elle constitue une conséquence indirecte du conflit, et ses conditions ont été exposées dans une précédente étude⁵¹.

Bibliographie et notes

1. Liste du personnel enseignant de l'Ecole figurant dans une thèse de doctorat soutenue le 27 avril 1914.

2. "Statistiques des étudiants en pharmacie", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1914, vol. 21, p. 163 (partie annexe).
3. "Affectation du personnel de l'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol. 22, p. 70 (partie annexe).
4. Labrude P., "Théodore Guilloz (1868-1916), pharmacien et médecin, pionnier et victime de la radiologie", *Revue d'histoire de la pharmacie*, 1997, n°313, p. 27-34.
5. Mezzarobba L., *L'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy pendant la Grande Guerre*, thèse de diplôme d'Etat de docteur en pharmacie (sous la direction de P. Labrude), Nancy, 1999, 190 p. Egalement : Labrude P., Legras B., Mezzarobba L. et Richard C., *La faculté de médecine et l'école de pharmacie de Nancy dans la Grande Guerre*, Editions Gérard Louis, Haroué, 2016, 321 pages.
6. Lasausse E., "Le Professeur Félix Marguery (1875-1946)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1946, vol. 4, p. 11-12 ; Delattre B., *Contribution à l'histoire de l'UFR des sciences pharmaceutiques et biologiques de Nantes : l'Ecole de plein exercice pendant la Première Guerre mondiale*, thèse de diplôme d'Etat de docteur en pharmacie, Nantes, 2018, 222 pages, ici p. 95-98 et *passim*, avec une photographie.
7. Weitz R., "Le Professeur Philippe Lasseur (1882-1946)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1946, vol. 4, p. 10-11 ; Fribourg R., "Philippe Lasseur 1882-1946", *Bulletin de l'Association des diplômés de microbiologie de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1946, n°26-27, p. 3-6.
8. Bolmont E., "Jules Ferée (1862-1940)", dans *Les enseignants de la Faculté des sciences de Nancy et de ses instituts Dictionnaire biographique*, édité par L. Rollet, E. Bolmont, F. Birck et J.-R. Cussenot, PUN-Editions universitaires de Lorraine, Nancy, 2016, 599 pages, ici p. 222-224.
9. *Rapport annuel du Conseil de l'Université et comptes rendus des facultés et école*, Coubé, Nancy, 1916-1917, p. 133.
10. Labrude P., "L'implication de l'Ecole supérieure de pharmacie dans la vie civile à Nancy et en Lorraine pendant la Grande Guerre", actes des 9^e universités d'hiver de Saint-Mihiel, "Les Civils dans la Guerre", 18 et 19 novembre 2016, *Annales de l'Est*, Nancy, 2017, numéro spécial n°2, sous la direction de J. El Gammal et L. Jalabert, p. 155-164, ici p. 162.
11. Labrude P., "Un siècle de présidence pharmaceutique et professorale à la Société lorraine de mycologie (1911-2011)", *Revue d'histoire de la pharmacie*, 2016, n°390, p. 203-218.
12. *Rapport annuel...*, *op. cit.*, 1913-1914, p. 128 ; 1915-1916, p. 109 ; 1917-1919, p. 143 (l'éditeur n'est pas le même chaque année).
13. *Synopsis des Tricholoma, Synopsis de Collybia, Guide pratique de mycologie parasitaire à l'usage des pharmaciens*. On peut mentionner aussi le petit ouvrage sur les plaies de guerre et *La technique des prélèvements*.
14. *Rapport annuel...*, *op. cit.*, Coubé, Nancy, 1918-1919, p. 144-145.
15. *1872-1972 association des anciens élèves de la faculté de pharmacie de Nancy*, annuaire des promotions et des diplômés, Paradis, Lunéville, 1972, p. 46-48.
16. *Rapport annuel...*, *op. cit.*, 1913-1914, p. 137 ; 1914-1915, p. 137-138 ; 1915-1916, p. 112 ; 1916-1917, p. 134, et 1917-1919, p. 138.
17. *Rapport annuel...*, *op. cit.*, Colin, Nancy, 1913-1914, p. 129-130.
18. *Rapport annuel*, *op. cit.*, Coubé, Nancy, 1916-1917, p. 134.
19. Labrude P. et Frogerais A., "Le laboratoire d'enseignement de pharmacie industrielle de l'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy de 1905 à 1927", *Revue d'histoire de la pharmacie*, 2019, n° 401, p. 73-92.

20. *Rapport annuel...*, op. cit., Coubé, Nancy, 1917-1918 (et 1918-1919), p. 146.
21. Toraude L.G., "La défense sanitaire des troupes combattantes. La nomination des pharmaciens auxiliaires", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol., 22, p. 97-100 (annexes), ici p. 100.
22. *Discours prononcés le 27 octobre 1938 au cours de la cérémonie organisée par ses confrères à l'occasion de la promotion de Henri Cordebard pharmacien dans l'Ordre de la Légion d'honneur*, Berger-Levrault, Nancy-Paris-Strasbourg, 1939, p. 2.
23. "Les nominations de pharmaciens auxiliaires", *Répertoire de pharmacie*, 1916, vol. 28, p. 178 (emploi en qualité de médecins auxiliaires).
24. *Rapport annuel...*, op. cit., 1916-1917, p. 138-139, et 1917-1919, p. 143-144.
25. Toraude L.G., "La situation des pharmaciens...", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol. 22, p. 49-51 (annexes).
26. "Utilisation du corps médical et pharmaceutique des facultés de médecine et des hôpitaux", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1916, vol. 23, p. 20-21 (annexes).
27. Freund H., *Henri Cordebard, un pharmacien célèbre. Vie, oeuvre, dosage de l'alcool dans le sang*, thèse de diplôme d'Etat de docteur en pharmacie, Nancy, 1991, p. 10 ; Labrude P., "La Grande Guerre de l'étudiant en pharmacie Henri Cordebard", disponible en ligne sur le site fr.slideshare.net, 21 juin 2017.
28. Labrude P., "Le pharmacien-major Fernand Girardet et la défense contre l'arme chimique à Bois-le-Prêtre et Pont-à-Mousson en 1915-1916, Nancy, *Le Pays lorrain*, 206, n°2, p. 135-138. Egalement : Labrude P., "L'armée et ses pharmaciens, ou le parcours d'un officier de complément du Service de santé au cours de la Grande Guerre", communication à l'Académie de Stanislas, Nancy, 7 avril 2017, texte disponible en ligne sur le site de l'académie, à partir de la recherche de la date de la communication, 12 p. A propos de l'affiche de Pont-à-Mousson : Maucolot R., *Les pharmaciens dans la guerre des gaz (1914-1918) Généralités Saillant de Saint-Mihiel*, thèse de diplôme d'Etat de docteur en pharmacie (sous la direction de P. Labrude), Nancy, 1996, 2 volumes, 242 p. et annexes, et un volume de figures et de documents.
29. Labrude P., "L'implication de l'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy dans la recherche scientifique et technique au cours de la Grande Guerre", dans *Conflits et progrès scientifiques et techniques en Lorraine*, actes du colloque des 17 et 18 octobre 2014 organisé à Metz par le Comité d'histoire régionale, édité par L. Jalabert et V. Muller, Edhisto, Moyenmoutier, 2015, p. 89-103.
30. Hollande A.C., *Exposé des titres et travaux scientifiques*, Crépin-Leblond, Nancy, 1919, 55 pages ; Labrude P., "L'activité du laboratoire de bactériologie de l'hôpital militaire de Chambéry de 1915 à 1918 d'après l'Exposé des titres et travaux scientifiques du pharmacien auxiliaire André-Charles Hollande", *Histoire des sciences médicales*, 2004, vol. 37, n°3, p. 305-313.
31. Morillon M., "Les épidémies dans les troupes françaises pendant la Grande Guerre", *Médecine et Armées*, 2016, n°1 (numéro spécial "La Grande Guerre 14-18"), p. 62-68.
32. Woèvre : région naturelle du nord de la Lorraine, située dans les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle, au pied des côtes de Meuse, et dont les villes principales sont Etain au nord, et Toul au sud.
33. L'épidémie de fièvre typhoïde et de fièvres paratyphoïdes se déclare rapidement dans l'armée française après le début du conflit, et le nombre de cas augmente rapidement. Un premier pic est atteint en novembre-décembre 1914 et le nombre de cas est d'environ 45000 en 1914. Après une lente diminution dans les premiers mois de 1915, une reprise est observée pendant l'été, et 64000 cas sont encore enregistrés au cours de cette année. Le nombre de cas mensuels reste ensuite limité jusqu'à l'issue du

conflit. Au total, le nombre de cas français est voisin de 112000 et la mortalité atteint un peu plus de 10000 hommes, soit l'effectif de trois régiments d'infanterie. Presque 90% des cas sont observés pendant les dix-huit premiers mois du conflit. La vaccination existait en août 1914 mais de nombreux freins s'opposaient à sa pratique. L'usage systématique de celle-ci permet d'enrayer cette épidémie dont l'incidence est plus grande dans l'armée française que dans les armées alliées, surtout l'armée britannique. Par contre, les armées allemande et surtout autrichienne ont aussi été touchées de façon importante.

34. *Bulletin de la Société de médecine de Nancy - Comptes rendus des séances tenues pendant la guerre*, 1915, vol. 1, Crépin-Leblond, Nancy, en particulier p. 114, 151-167, 171-209, 216-217, 224, 245, 263-270, 486-501, 509-510, 518, 536-547, 611-618 et 651-658.

35. Régnier C., "Le pied des tranchées Controverses étiologiques", *Histoire des sciences médicales*, 2004, n°3, p. 315-332. Egalement, à l'occasion du centenaire de 1914 : Farret O., "La pathologie des tranchées", *Médecine et Armées*, *op. cit.* (référence 31), p. 24-29.

36. Bruntz L. et Spillmann L., "Les avitaminoses dans l'armée", *Le Progrès médical*, 11 janvier 1919 ; *Répertoire de pharmacie*, 1919, 31^e année, p. 81-86. Une communication a aussi été faite à la Société de biologie.

37. Baguenier-Desormeaux L., "Henry Drysdale Dakin à Compiègne, en 1915", *Revue d'histoire de la pharmacie*, 1981, n°249, p. 79-88.

38. Labrude P., "La Faculté de médecine et l'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy dans la Grande Guerre : quelles contributions à la guerre chimique ? *Médecine et Armées*, 2017, vol. 45, n°1 (numéro spécial "Les premières attaques chimiques"), p. 71-75.

39. Sartory A., *Complément à l'Exposé des titres et travaux scientifiques*, Albert Barbier, Nancy, 1914, fonctions militaires 1914-1918 et publications 1915-1918 (n° 161 à 215), sans date (sans doute en 1918 en vue de sa nomination en qualité de professeur), 5 pages.

40. Hollande A.C., *Exposé des titres et travaux scientifiques*, Crépin-Leblond, Nancy, 1919, 55 pages.

41. Bruntz L., "Le bombardement de l'Ecole supérieure de pharmacie de Nancy", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1919, vol. 26, p. 87-92.

42. Paul Jouffroy a poursuivi une carrière universitaire et hospitalière à Besançon. Quelques mots lui sont consacrés dans : "Le Professeur Paul Jouffroy (1880-1943)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1943, vol. 1, p. 129.

43. Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy, registre non paginé des procès-verbaux des assemblées, du 17 juillet 1913 au 14 mars 1946, séance du 26 février 1919.

44. *Livre d'or de la Faculté de pharmacie*, Coubé et fils, Nancy, 1920, 20 pages.

45. "Allocution du président de l'association" (professeur Favrel), *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 2-7 (l'Ecole pendant la guerre, assemblée générale du 13 juin 1920).

46. Daclin L., "Notices nécrologiques", *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 15-41.

47. Labrude P., "Auguste Sartory, professeur et pharmacien-major. Des services exceptionnels à Nancy et à Paris au cours de la Grande Guerre", *Revue d'histoire de la pharmacie*, 2019, n°402, p. 289-304. Pour ce qui a été écrit sur lui à son décès, voir : Lambin S., "Le Doyen Auguste Sartory (1881-1950)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1953, vol. 11, p. 310-313.

48. Labrude P., "La Grande Guerre de l'étudiant en pharmacie Henri Cordebard", document cité (réf. 27).

49. Ces chiffres se trouvent dans : "Discours de M. le Doyen Bruntz", *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 10-13. Pour les diplômes, je n'en trouve que soixante-quatre, en excluant ceux de 1914.

50. François M.-T., "Le Recteur Louis Bruntz (1877-1944)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1945, vol. 3, p. 100-102.

51. Labrude P., "La position de Nancy face à l'épineuse question de la reconstitution de l'Ecole supérieure de pharmacie de Strasbourg, et sa conséquence : la transformation des écoles en facultés", *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, Nancy, 2010-2011, 8^e série, vol. 25, p. 409-429. Plus récemment : "La contribution nancéienne à la constitution du corps enseignant de l'Ecole supérieure de pharmacie de Strasbourg au retour de la France (1919 et 1920)", HAL Archives ouvertes, hal-02001517, 16 février 2019.

Ce travail a fait l'objet d'une communication à l'Académie de Stanislas (Nancy) le vendredi 18 décembre 2015. Un texte plus simple que celui-ci et dépourvu d'illustrations figure sur le site internet de l'académie. Il n'a pas été publié dans les mémoires de celle-ci jusqu'à maintenant. Le présent texte constitue une version plus complète de cette étude, enrichie d'illustrations, et dont la bibliographie a été actualisée par des publications anciennes de l'auteur ou qui sont parues à l'occasion du centenaire de la Guerre de 1914-1918.